# OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS

# Étude des crédits 2004 –2005

Demandes de renseignements **généraux** de l'opposition officielle adressées au Ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille



# question	Demande de renseignements généraux	# fiche
1.	Comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par postes budgétaires, entre les crédits 2003-2004 et 2004-2005.	1
2.	Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire ainsi que le numéro de téléphone.	2
3.	Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles): - tirage; - coût; - distribution; - imprimeur.	3
4.	Liste des voyages hors Québec depuis le 1 <sup>er</sup> avril 2003 :  - endroit et dates du départ et du retour;  - but du voyage;  - personnes rencontrées;  - coût;  - nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre);  - pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés.	4
5.	Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels:  - les sommes dépensées pour l'exercice financier 2003-2004 et les prévisions pour 2004-2005;  - les noms des fournisseurs;  - le but visé par chaque dépense.	4
6.	Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2003-2004 à la demande des cabinets des membres du Conseil des ministres, ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent: - liste et coût; - copie des soumissions; - copie du questionnaire et du résultat; - firme ayant obtenu le contrat.	4
7.	Liste des études commandées à l'extérieur ou à l'intérieur durant l'exercice financier 2003-2004 à la demande d'un ministère ou d'un organisme:  - liste et coût;  - copie des soumissions;  - copie des études;  - firme ou individu ayant obtenu le mandat;  - copie du contrat.	4
8.	Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère ou un organisme en 2003-2004 en indiquant : - le nom du professionnel ou de la firme; - le mandat et le résultat (rapport ou document final); - le coût; - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.	5

## Demandes de renseignements généraux de l'Opposition officielle

# question	Demande de renseignements généraux	# fiche
9.	Le montant, pour l'année 2003-2004, de chacune des dépenses suivantes :  - la photocopie;  - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;  - les téléavertisseurs;  - le mobilier de bureau;  - les distributeurs d'eau de source;  - le remboursement des frais de transport;  - le remboursement des frais d'hébergement;  - le remboursement des frais de repas;  - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement:  a) au Québec  b) à l'extérieur du Québec.	6
10.	Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) par ministères, par cabinets ministériels et par organismes pour 2003-2004 ainsi que les prévisions pour 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007. Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme.	7
11.	À chacun des mois de l'exercice budgétaire 2003-2004, pour chaque ministère et organisme (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) et ce, par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.):  a) nombre total de jours de maladie pris par le personnel;  b) nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);  c) nombre total de jours de vacances pris par le personnel.	8
12.	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis 2001-2002:  a) évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);  b) évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;  c) nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;  d) nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);  e) niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;  nombre de départs à la retraite anticipée pour les cinq prochaines années.	9
13.	Liste des baux pour les espaces loués de la Société immobilière du Québec en indiquant pour chacun d'eux:  - l'emplacement de la location;  - la superficie du local loué;  - la superficie réellement occupée;  - la superficie inoccupée;  - le coût de location au mètre carré;  - le coût total de ladite location;  - les coûts d'aménagement réalisés en 2003-2004, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;	10

- la durée du bail.

# question	Demande de renseignements généraux	# fiche
14.	Liste des baux auxquels la SIQ a mis fin en 2003-2004, et prévisions 2004-2005.	10
15.	Mise à part la Société immobilière du Québec, la liste des firmes en 2003-2004 de qui ont loué des espaces en indiquant pour chacune d'elles :  - l'emplacement de la location; - la superficie du local loué; - la superficie réellement occupée; - la superficie inoccupée; - le coût de location au mètre carré; - le coût otal de ladite location; - les coûts d'aménagement réalisés en 2003-2004, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; - la durée du bail; - le propriétaire et/ou le nom de la firme.	11
16.	Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels depuis le 29 avril 2003.	12
17.	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres au 1 <sup>er</sup> mars 2004 en indiquant pour chaque individu:  - la date de l'entrée en fonction;  - le titre de la fonction;  - l'adresse du port d'attache;  - le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;  - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;  - la description de tâches;  - le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 29 avril 2003;  - le nombre total d'employés au cabinet;  - le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée.	12
18.	Liste des sommes d'argent versées en 2003-2004 à même le budget discrétionnaire du :  a) ministre; b) ministère ou de l'organisme, en indiquant :  - le nom de l'organisme ou de la personne concernée;  - le montant attribué;  - le projet visé et le résultat.	12
19.	La ventilation détaillée des budgets de dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2002-2003 et 2003-2004; pour chacun des programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007.	12
20.	Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant: - le poste initial; - le salaire; - le poste actuel, s'il y a lieu; - la date de la mise en disponibilité; - la prévision 2003-2004 et 2004-2005.	12

# question	Demande de renseignements généraux	# fiche
21.	Liste du personnel, hors structure, par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère:  - nom de la personne;  - poste occupé;  - salaire;  - assignation initiale;  - date de l'assignation hors structure;  - date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.	12
22.	La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres: - assignation initiale; - assignation actuelle;	12
	<ul> <li>salaire;</li> <li>date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.</li> </ul>	
23.	La liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère : - assignation initiale; - assignation actuelle; - salaire; - date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.	12
24.	Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant:  - le salaire de la personne; - le montant reçu du régime de retraite.	12
25.	Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée).	12
26.	Évolution de la masse salariale de chaque cabinet ministériel depuis 1989.	12
27.	Liste de tous les abonnements du ministère et le coût de chacun : - services Internet d'information; - livres; - journaux; - magazines; - bulletins électroniques et/ou papiers; - clubs privés ou autres; - billets de saison; - etc.	13

# question	Demande de renseignements généraux	# fiche
28.	Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels) et ce, depuis l'existence du site :  - le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;  - les coûts de construction du site;  - le coût de l'entretien et de la mise à jour;  - qui est responsable du contenu sur le site;  - quelle est la fréquence moyenne de mise à jour;  - le nombre de visiteurs (hits) par mois;  - combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?	14
29.	La liste des programmes spécifiques qui sont offerts aux jeunes (15-35 ans), le nombre de participants ainsi que le coût de la mesure, du service ou du programme?	14
30.	Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, lors de mission à l'étranger:  - la liste des ententes signées et/ou annoncées;  - les détails de ces ententes;  - les résultats obtenus à ce jour;  - les investissements annoncés et/ou les annonces de fermetures.	14
31.	Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale.	14
32.	Dépenses effectuées en 2003-2004 par chaque ministère ou organisme dans les technologies de l'information:  a) téléphonie; b) matériel informatique; c) logiciels; d) programmation; e) formation.	15
33.	Une liste et une copie de tous les contrats octroyés dans le cadre du processus de réingénierie de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats.	16
34.	Liste et copie des sondages commandés dans le cadre du processus de réingénierie de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats.	16
35.	Méthodologie employée pour effectuer la planification des départs à la retraite, des embauches et du renouvellement des contrats d'employés occasionnels.	16
36.	Pour chaque ministère et organisme, le cas échéant, le nombre de réunions des comités ministériels sur l'organisation du travail.	16
37.	Pour chaque ministère et organisme, les budgets consacrés à la sécurité des ministères (interne ou par contrat à l'externe) en 2001-2002, 2002-2003 et ceux prévus pour 2003-2004.	16

#	Demande de renseignements généraux	# fiche
question		
38.	Pour chaque ministère et organisme, le nombre et la nature des griefs formulés à l'égard des politiques ministérielles visant à assurer la confidentialité des informations ainsi que le nombre de sanctions imposées aux employés et aux cadres à l'égard de ces mêmes politiques.	16
39.	Toute modification à une directive existante ou toute nouvelle directive s'appliquant à tous les ministères ou organismes, ou particulière à certains ministères ou organismes, à l'égard de la circulation et la confidentialité de l'information ainsi que toutes les sommes investies dans l'application de ces mesures par chacun des ministères et organismes incluant le ministère de la Sécurité publique.	17
40.	Nominations, depuis le 29 avril 2003, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs : liste, mandats, contrats, résultat du travail effectué, échéances prévues, sommes impliquées.	17
41.	Pour chaque ministère et organisme, toute nouvelle entente ou lettre d'entente ainsi que toute modification à une entente existante avec le gouvernement fédéral, l'un de ses organismes ou un autre organisme qui a son propre conseil d'administration mais dont les fonds proviennent à plus de 50 % du gouvernement fédéral ou de l'un de ses organismes.	17
42.	Toutes les études commandées en 2003-2004 sur la privatisation ou l'impartition de services gouvernementaux déjà offerts ou de nouveaux services publics, les contrats liés à ces études, les mandats détaillés, l'échéance prévue et les montants impliqués.	17
43.	Pour 2003-2004, les dépenses effectuées par ministères pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en distinguant pour chacune des régions.	17
44.	Pour chaque ministère et organisme, les montants déboursés en 2003-2004 ainsi que les prévisions pour 2004-2005 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements) pour la mise en place du gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues.	17
45.	Les rapports et l'évaluation des missions effectuées à l'étranger par le premier ministre, sa conjointe, les ministres, les ministres délégués, les hauts fonctionnaires.	18
46.	La liste et une copie de tous les avis demandés au Commissaire au lobbying par un ministère, un organisme ou un cabinet ministériel.	18
47.	La liste et une copie de tous les avis demandés à la Commission d'accès à l'information par un ministère, organisme ou un cabinet ministériel.	18
48.	La liste de tous les mandats confiés à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres.	18
49.	Pour chacun des ministères et organismes, le nombre de postes non comblés depuis février 2004.	18

# question	Demande de renseignements généraux	# fiche
50.	Pour chaque ministère ou organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégories d'âge en 2003-2004, en précisant le nombre depuis février 2004.	18
51.	Pour chaque ministère et organisme, le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2003-2004 et mesures prises par chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles.	19
52.	La liste des nominations effectuées par chaque membre du Conseil des ministres.	19
53.	Les solutions proposées par chaque ministère ou organisme dans le cadre des travaux portant sur la réingénierie de l'État à la demande du Conseil exécutif, du Conseil du trésor ou des comités formés par le gouvernement.	19
54.	La liste des contrats confiés à l'externe par chaque ministère ou organisme à des fins de réingénierie (discours, séances de remue-méninges, etc.).	19
55.	Les sommes dépensées pour les voyages en avion de chaque membre du Conseil des ministres et des membres des cabinets ministériels au Québec et à l'étranger.	19
56.	Nombre d'attachés politiques qui ont signé les directives du premier ministre intitulées <u>Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.</u>	19
57.	La liste ainsi que les montants versés à chacun des traiteurs ayant fait affaire avec chaque ministère (incluant les cabinets ministériels) et organisme en 2003-2004.	20
58.	Pour chaque ministère et organisme, évolution depuis 2000 du nombre de fonctionnaires responsables des dossiers de condition féminine et prévision d'effectifs pour 2004-2005.	20
59.	Liste de toutes les publications relatives à la condition féminine pour 2003-2004, publiées par chaque ministère et organisme.	20
60.	Copie des rapports de tous les comités interministériels et de tous les groupes de travail pour chaque ministère et organisme en 2003-2004.	20
61.	Copie des parties accessibles au public de tous les mémoires au Conseil des ministres.	20

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

COMPARAISON, PAR POSTE BUDGÉTAIRE,

ENTRE LES CRÉDITS 2003-2004 et 2004-2005.

# de fiche: 1

Titre

QUESTION 1:

Exposé et statistiques (s'il y a lie	eu)	
Voir photocopie en annexe d	lu livre des crédits 2004-2005 du MESSF	

## Emploi, Solidarité sociale et Famille

#### Programme 2 Mesures d'aide financière

Éléments	2004-2005				2003-2004
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Gestion du réseau de la sécurité du revenu	165 649,1	•		165 649,1	167 <b>6</b> 35,3
2. Politiques de sécurité du revenu	5 035,9		-	5 035,9	6 339,0
3. Assistance-emploi	2 677 195,0		600,0	2 677 795,0	2 696 112,4
4. Gestion du dénuement	22 400,0	•		22 400,0	29 000,0
5. Aide aux parents pour leurs revenus de travail	28 900,0	•	•	28 900,0	28 900,0
6. Office de la sécurité du revenu des chasseurs et plégeurs cris	19 248,2	-	• .	19 248,2	20 277,5
Suite à la page 8 - 4	•		•		

Ce programme vise à rendre accessible à toutes les personnes qui en démontrent le besoin, une aide de demier recours égale à la différence entre leurs ressources et les besoins esssentiels qui leur sont reconnus per l'entremise du réseau de la sécurité du revenu et celui de la ville de Montréal. Egalement, ce programme verse à des familles à faible revenu un supplément basé sur le revenu de travail, afin de les inciter à demeurer ou à entrer sur le marché du travail. Aussi, par l'entremise du programme Solidarité jeunesse, il soulient financièrement les jeunes de moins de 25 ans, aptes au travail, qui font une demande d'assistance-emploi en leur offrant d'entreprendre des démarches favorisant leur autonomie financière. En outre, ce programme contribue au financement des organismes communautaires en lien avec leur mission globale et il accorde à l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris les sommes requises pour soutenir les activités traditionnelles des membres de cette communauté. Il vise également à pourvoir en crédits le Fonds québécols d'initiatives sociales. Enfin, il assure le développement des politiques de sécurité du revenu.

#### Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments 3	4	5	6	Sous- total
			(000 \$)				
Rémunération	116 879,7	4 428,4	•	•	-		121 308,1
Fonctionnement	47 769,4	607,5	-	•	• .		48 376,9
Affectation à un fonds spécial			4 800,0		-		4 800,0
Transfert	1 000,0		2 666 895,0	22 400,0	28 900,0	19 248,2	2 738 443,2
Créances douteuses et autres			5 500,0			•	5 500,0
	165 849,1	5 035,9	2 677 195,0	22 400,0	28 900,0	19 248,2	2 918 428,2
Effectif total	. 2 478	84		-	•		2 562
Budget d'investissements							
Préts, placements et avances	_		600,0				600,0
			600,0				600,0

# Emploi, Solidarité sociale et Famille

# Crédits à voter pour des dépenses imputables à l'année financière 2005-2006

	2005-2006 (000 \$)
Budget de dépenses	
Programme 2 - Mesures d'aide financière	
tiement 3 - Assistance-emploi	
Transfert	275 000,0
Elément 6 - Office de la sécurité du revenu des chasseurs et plégeurs cris	
Transfert	4 000,0
Total du programme	279 000,0
Programme 4 - Mesures d'aide à la famille et à l'enfance	
lément 3 - Soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde	
Transfert	140 000,0
otal du portefeuille	419 000,0

Ces crédits ont pour objet de permettre le versement, avant le 1 er avril 2005, de prestations imputables à l'exercice financier 2005-2006.

# Emploi, Solidarité sociale et Famille

## Crédits de transfert

	2004-2005	2003-2004
	(0	00 \$)
Programme 1 - Mesures d'aide à l'emploi		
Autres crédits de transfert	1 028,0	2 228,0
Programme 2 - Mesures d'aide financière		
Action emploi	14 300,0	34 926,8
Aide aux parents pour leurs revenus de travail	28 900,0	28 900,0
Assistance-emploi	2 679 666,3	2 683 016,4
Gestion du dénuement	22 400,0	29 000,0
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	19 248,2	20 277,5
Organismes communautaires - familie	11 605,1	11 605,1
Solidanté jeunesse	28 600,0	28 600,0
Autres crédits de transfert	1 000,0	2 225,0
Total du programme 2	2 805 719,6	2 838 550,8
Programme 3 - Soutien à la gestion		
Tribunal administratif du Québec	8 753,8	8 679,1
Autres crédits de transfert	700,0	700,0
Total du programme 3	9 453,8	9 379,1
Programme 4 - Mesures d'aide à la famille et à l'enfance		
Allocation de matemité	7 600,0	7 600,0
Allocation familiale	363 350,0	388 400,0
Allocation pour enfant handicapé	31 200,0	29 800,0
Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	39 900,0	37 000,0
Service de la dette des centres de la petite enfance	16 032,1	8 527,2
Soutien administratif	23 954,5	25 954,5
Subvention annuelle des garderies	218 200,0	204 869,3
Subventions de développement et d'investissements	2 000,0	6 738,3
Subventions de fonctionnement des centres de la petite enfance	1 111 813,6	1 059 199,8
Autres crédits de transfert	8 112,9	7 992,5
Total du programme 4	1 822 163,1	1 776 081,6
Total du portefeuille	4 638 364,5	4 626 239,5

## Ventilation par bénéficiaires

	2004-2005	2003-2004
		(000 \$)
prises	224 918,4	210 873,3
ses et organismes d'État	34 488,6	38 054,1
nes à but non lucratif	1 166 884,5	1 113 245,9
nes	3 212 072,9	3 266 066,2
du portefeuille	4 638 364,5	4 626 239,5

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche: 2

QUESTION 2: ORGANIGRAMME

Titre

osé et statistiques (s'il y	a lieu)	
Question non pertinente		
Question non pertinome	around ass product.	
	,	

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche: 3

Titre		
QUESTION 3:	PUBLICATIONS	

## Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le rapport annuel constitue la seule publication régulière de l'Office.

- Le rapport annuel 2002-2003 constitue la publication la plus récente.
- Tirage:

1 300 exemplaires.

- Coût:

9 058,00 \$

(Comprend les frais de traduction crie et anglaise, composition, montage et impression.)

- Distribution : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris.
- Imprimeur : Litho Chic Imprimeur inc.

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche: 4

Titre

**QUESTIONS 4 À 7** 

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

QUESTION 4: VOYAGES HORS QUÉBEC: AUCUN

QUESTION 5 : PUBLICITÉ ET ARTICLES PROMOTIONNELS : AUCUN

QUESTION 6: SONDAGES ET GROUPES DE DISCUSSIONS: AUCUN

QUESTION 7: ÉTUDES COMMANDÉES DURANT

L'EXERCICE FINANCIER 2003-2004 : AUCUNE

#### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche: 5

Titre

QUESTION 8: CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Nom:

Maurais, Castelnérac, Drouin & Associés (MCDA) inc.

Mandat:

Guide d'utilisation du système CRI, mise à jour de la base de données

Coût:

24 000 \$

Nom:

**ADP** 

Mandat:

Impression des chèques de prestations

Coût:

Environ 12 000 \$/année (4 paies : varie selon le nombre de chèques)

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche: 6

Titre

QUESTION 9: MONTANT DES DÉPENSES POUR L'ANNÉE 2003-2004

Exposé et statistiques	(s'il y a	lieu)
------------------------	-----------	-------

Photocopie:

2 600 \$

(y compris location, entretien et fournitures)

Téléphonie cellulaire et téléavertisseurs :

470\$

Mobilier de bureau:

1515\$

Distributeur d'eau de source :

415\$

Transport:

72 300 \$

Frais d'hébergement:

44 190 \$

Frais de repas:

43 376 \$

Congrès, colloques, etc. :

0\$

#### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX **DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

# de fiche: 7

Titre

QUESTION 10: NOMBRE ET RÉPARTITION DU PERSONNEL 2003-2004

## Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

POSTES ÉQUIVALENTS DU SECTEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE

Catégorie	Nombre d'employés %		Personnel féminin masculin	
Cutogorie				mascum
Cadre supérieur	1	5,6	1	0
Cadre intermédiaire	1	5,6	0	1
Professionnel	2	11,1	1	1
Fonctionnaire	14	77,7	8	6
TOTAL	18	100,0	10	8
% DU TOTAL			55,6	44,4

Catégorie	Nombre	Autochtone
Cadre supérieur	1	0
Cadre intermédiaire	1	1
Professionnel	2	0
Fonctionnaire	14	11
% DU TOTAL .	100,0	66,7

Tranches d'âge	Nombre	%
Moins de 35 ans	3	16,7
35 ans et plus	15	83,3
TOTAL	18	100,0

#### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX **DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

# de fiche: 8

Titre

QUESTION 11: MALADIE ET VACANCES 2003-2004

# Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

	JOURNÉES	DE MALADIE	JOURNÉES I	DE VACANCES
	Cadres	Non-cadres	Cadres	Non-cadres
Avril 2003	1,6	10,1	0,6	22,0
Mai 2003	0,7	7,1	11,0	45,1
Juin 2003	0,3	7,4	0,0	13,8
Juillet 2003	0,0	13,9	4,0	21,5
Août 2003	2,0	1,0	3,4	45,6
Septembre 2003	1,5	22,0	7,0	17,0
Octobre 2003	1,4	6,8	0,0	44,1
Novembre 2003	0,4	6,8	2,0	10,9
Décembre 2003	0,0	4,9	6,6	18,4
Janvier 2004	0,4	16,1	6,7	19,7
Février 2004	1,4	6,1	2,0	10,1
Mars 2004	0,0	1,0	1,0	11,0
TOTAL	9,7	103,2	44,3	279,2

Heures supplémentaires: 0

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX **DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

# de fiche: 9

Titre

QUESTION 12: ÉVOLUTION DES EFFECTIFS

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le personnel de l'Office ne fait pas partie du personnel de la fonction publique.

Évolution:

Aucun changement dans le nombre

d'effectifs.

Traitement additionnel:

**AUCUN** 

Traitement supérieur:

**AUCUN** 

Répartition des effectifs :

Voir question numéro 10

Départs à la retraite anticipée :

**AUCUN** 

**SOURCE :** OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS

15/04/2004

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX **DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

# de fiche : 10

Titre			
QUESTION	NS 13 ET 14		

QUESTION 13: LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES LOUÉS

DE LA SIQ:

**AUCUN** 

QUESTION 14: LISTE DES BAUX AUXQUELS LA SIQ A MIS

FIN:

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

**AUCUN** 

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche: 11

Titre

QUESTION 15:

LISTE DES FIRMES EN 2003-2004

DE QUI SONT LOUÉS DES ESPACES

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

SIÈGE SOCIAL

Locateur:

Société de gestion Place Laurier Inc.

Emplacement:

2700, boulevard Laurier

Édifice Champlain, Bureau 1110

Sainte-Foy (Québec)

Superficie:

2 645 pieds carrés

Coût de location :

16,43 \$ le pied carré

Durée du bail :

7 ans

NEUF (9) BUREAUX LOCAUX DANS LES DIFFÉRENTES COMMUNAUTÉS CRIES

**MISTISSINI** 

Locateur:

Cree Nation of Mistissini

Emplacement:

Mistissini, Baie-du-Poste (Québec)

Superficie:

330 pieds carrés 29,50 \$ le pied carré

Coût de location : Durée du bail :

Indéterminée

**CHISASIBI** 

Locateur:

Chisasibi Centre Inc.

Emplacement:

Chisasibi, Baie James (Québec)

Superficie:

300 pieds carrés

Coût de location:

25,00 \$ le pied carré

Durée du bail :

Indéterminée

WASKAGANISH

Locateur:

The Crees of Waskaganish First Nation

Emplacement:

Waskaganish, Baie James (Québec)

Superficie:

120 pieds carrés

Coût de location:

32,50 \$ le pied carré

Durée du bail :

Indéterminée

WASWANIPI

Locateur:

Cree First Nation of Waswanipi Waswanipi, Abitibi Est (Québec)

Superficie:

121 pieds carrés
27,27 \$ le pied carré

Coût de location : Durée du bail :

Emplacement:

Indéterminée

SOURCE: OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS

15/04/2004

#### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche: 11

Titre

**QUESTION 15:** 

LISTE DES FIRMES EN 2003-2004

DE QUI SONT LOUÉS DES ESPACES

(suite...)

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

**WEMINDJI** 

Locateur:

Cree Nation of Wemindji

Emplacement:

Wemindji, Baie James (Québec)

Superficie:

180 pieds carrés 23,80 \$ le pied carré

Coût de location: Durée du bail :

Indéterminée

**EASTMAIN** 

Locateur:

Association des trappeurs cris

Emplacement:

Eastmain, Baie James (Québec)

Superficie:

120 pieds carrés

Coût de location :

35,00 \$ le pied carré

Durée du bail:

Indéterminée

WHAPMAGOOSTUI

Locateur:

Whapmagoostui First Nation

Emplacement:

Whapmagoostui (Nord-du-Québec)

Superficie:

120 pieds carrés

Coût de location:

15,00 \$ le pied carré

Durée du bail :

Indéterminée

**NEMASKA** 

Locateur:

Nemaska First Nation

Emplacement:

Nemaska, Baie James (Québec)

Superficie: Coût de location: 160 pieds carrés 20,63 \$ le pied carré

Durée de bail :

Indéterminée

OUJÉ-BOUGOUMOU

Locateur:

Oujé-Bougoumou Eenuch Association

Emplacement:

Oujé-Bougoumou (Québec)

Superficie:

120 pieds carrés

Coût de location:

32,50 \$ le pied carré

Durée du bail:

Indéterminée

**AMOS** 

Locateur:

L'Association Washaw Sibi Eeyou

Emplacement:

Amos (Québec)

Superficie:

231 pieds carrés

Coût de location :

10,39 \$ le pied carré

Durée du bail:

1 an

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 12

٠.	4	
1		20

QUESTIONS 16 À 26

Exposé et statistiques	s (s'il y a lieu)	
QUESTION 16:	TRAVAUX POUR LES CABINETS	
	MINISTÉRIELS :	N/A
OUESTION 17 :	PERSONNEL DE CABINET :	N/A
•		
QUESTION 18:	SOMMES D'ARGENT VERSÉES À MÊME	27/4
	LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE :	N/A
QUESTION 19:	TRANSFERTS OBTENUS	
· ·	DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL :	N/A
OUESTION 20 ·	PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ :	AUCUN
QUESTION 20.	TERSONIVEE EN DISTONIBIETE.	AUCUN
QUESTION 21:	PERSONNEL HORS STRUCTURE:	AUCUN
OUESTION 22 ·	PERSONNEL DU MINISTÈRE AFFECTÉ	
QUESTION 22.	À D'AUTRES ORGANISMES :	N/A
QUESTION 23 :	PERSONNEL D'ORGANISMES AFFECTÉ AU MINISTÈRE :	ALIOIDI
	AFFECTE AU MINISTERE :	AUCUN
QUESTION 24:	PERSONNEL RECEVANT	
	UNE DOUBLE RÉMUNÉRATION :	AUCUN
OUESTION 25 ·	LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL	
QUESTION 25.	INFORMATIQUE:	
	•	
	Voir réponse à la question numéro 32.	
QUESTION 26:	MASSE SALARIALE / CABINET	
•	MINISTÉRIEL :	N/A

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 13

Titre		
QUESTION 27:	LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS	

# Exposé et statistiques (s'il y a lieu) REVUE « Recherches amérindiennes au Québec » : 55,00 \$ REVUE « The Nation » 45,00\$

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche: 14

T	it	re
1	u	re

QUESTIONS 28  $\grave{\rm A}$  31

## Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

QUESTION 28: SITE INTERNET:

**AUCUN** 

QUESTION 29: PROGRAMMES OFFERTS AUX JEUNES

(15-35 ANS):

N/A

QUESTION 30: MISSIONS À L'ÉTRANGER:

N/A

QUESTION 31: TRAVAUX RELATIFS À L'ÉQUITÉ SALARIALE:

La réponse à cette question sera transmise par le

Conseil du trésor.

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche: 15

Titre

**QUESTION 32:** 

DÉPENSES RELATIVES AUX TECHNOLOGIES DE

L'INFORMATION

#### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

**TÉLÉPHONIE: 9300\$** 

INFORMATIQUE (matériel, logiciels, programmation et formation)

Au cours de 2003-2004, il y a eu implantation et mise en production du nouveau système informatique de l'Office.

Le contrat avec le fournisseur LGS comprend le coût de réalisation du système, l'entretien et l'infrastructure technologique.

Dépenses en 2003-2004 : 604 420 \$ dont 540 980 \$ pour la réalisation du système. Les dépenses d'exploitation et d'entretien ont débuté en janvier 2004.

Équipement et matériel : fournis dans le contrat de LGS (8 postes de travail et 1 imprimante).

#### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche: 16

Titre

**QUESTIONS 33 À 38** 

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

QUESTION 33 : CONTRATS – PROCESSUS DE RÉINGÉNIERIE

DE L'ÉTAT :

Voir réponse à la question numéro 8.

QUESTION 34 : SONDAGES – PROCESSUS DE RÉINGÉNIERIE

DE L'ÉTAT :

Voir réponse à la question numéro 6

QUESTION 35: MÉTHODOLOGIE – DÉPARTS À LA RETRAITE

Question non pertinente à l'étude des crédits.

QUESTION 36: RÉUNIONS DES COMITÉS MINISTÉRIELS –

**ORGANISATION DU TRAVAIL:** 

Question non pertinente à l'étude des crédits.

QUESTION 37 : SÉCURITÉ DES MINISTÈRES :

GRIEFS – CONFIDENTIALITÉ DES

INFORMATIONS:

QUESTION 38:

Question non pertinente à l'étude des crédits.

N/A

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche: 17

Titre

**QUESTIONS 39 À 44** 

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

QUESTION 39: MODIFICATIONS AUX DIRECTIVES

CONCERNANT LA CIRCULATION ET LA

CONFIDENTIALITÉ DE L'INFORMATION :

QUESTION 40: NOMINATIONS DE MANDATAIRES,

ÉMISSAIRES, NÉGOCIATEURS ET

**MÉDIATEURS:** 

Voir réponse à la question numéro 8.

QUESTION 41: ENTENTE AVEC LE GOUVERNEMENT

FÉDÉRAL:

Question non pertinente à l'étude des crédits.

QUESTION 42: ÉTUDES SUR LA PRIVATISATION OU

L'IMPARTITION DES SERVICES

**GOUVERNEMENTAUX:** 

Voir réponse à la question no 7.

QUESTION 43: TOURNÉES MINISTÉRIELLES ET SOUS-

MINISTÉRIELLES:

N/A

N/A

QUESTION 44: MISE EN PLACE DU GOUVERNEMENT EN

AUCUN

LIGNE:

#### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche: 18

Titre

QUESTIONS 45 À 50

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

QUESTION 45: MISSIONS À L'ÉTRANGER:

N/A

**QUESTION 46:** 

AVIS DEMANDÉS AU COMMISSAIRE AU

LOBBYING:

Question non pertinente à l'étude des crédits.

**QUESTION 47:** 

AVIS DEMANDÉS À LA COMMISSION

D'ACCÈS À L'INFORMATION :

Question non pertinente à l'étude des crédits.

**QUESTION 48:** 

MANDATS CONFIÉS AUX ADJOINTS

**PARLEMENTAIRES:** 

Question non pertinente à l'étude des crédits.

**QUESTION 49:** 

NOMBRE DE POSTES NON COMBLÉS DEPUIS

FÉVRIER 2004:

Question non pertinente à l'étude des crédits.

QUESTION 50:

NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED:

Question non pertinente à l'étude des crédits.

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche: 19

Titre

QUESTIONS 51 À 56

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)			
-	•		
QUESTION 51 :	CIBLES DE COMPRESSIONS FIXÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR :	AUCUNE	
QUESTION 52 :	LISTE DES NOMINATIONS PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES :		
	Question non pertinente à l'étude des crédits.		
QUESTION 53 :	SOLUTIONS PROPOSÉES DANS LE CADRE DES TRAVAUX PORTANT SUR LA RÉINGÉNIERIE DE L'ÉTAT :		
	Question non pertinente à l'étude des crédits.		
QUESTION 54 :	CONTRATS À DES FINS DE RÉINGÉNIERIE :		
	Voir la réponse à la question numéro 8.		
QUESTION 55:	DÉPENSES DE VOYAGES EN AVION DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES ET DES MEMBRES DES		
	CABINETS MINISTÉRIELS :	N/A	
QUESTION 56 :	SIGNATURE DES DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE :	N/A	

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche: 20

**Titre** 

QUESTIONS 57À 61

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

QUESTION 57: MO

MONTANTS VERSÉS À DES TRAITEURS :

AUCUN

**QUESTION 58:** 

NOMBRE DE FONCTIONNAIRES

RESPONSABLES DES DOSSIERS DE

**CONDITION FÉMININE:** 

**AUCUN** 

QUESTION 59:

PUBLICATIONS RELATIVES À LA

CONDITION FÉMININE:

Voir réponse à la question numéro 3.

**QUESTION 60:** 

RAPPORTS DES COMITÉS

INTERMINISTÉRIELS DES GROUPES DE

TRAVAIL:

Question non pertinente à l'étude des crédits.

QUESTION 61:

COPIE DES PARTIES ACCESSIBLES AU

PUBLIC DE TOUS LES MÉMOIRES AU

**CONSEIL DES MINISTRES:** 

Question non pertinente à l'étude des crédits.